



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question écrite n° 48575

Texte de la question

M. Éric Woerth appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances concernant l'inversion de la courbe du chômage promise par le chef de l'État et le Gouvernement, et les conséquences de ce rétropédalage sur le moral des Français ainsi que son impact sur la crédibilité de la parole publique. Le 27 janvier 2014, les chiffres publiés ont confirmé l'échec de la politique gouvernementale en faveur de l'inversion de la courbe du chômage. En effet, fin décembre, 10 200 nouveaux demandeurs d'emploi sans activité ont été recensés en métropole, portant leur nombre au niveau record de 3,3 millions de chômeurs. En 2013, leur nombre a donc augmenté de 177 800 (soit plus 5,7 %), après une augmentation de plus 283 800 en 2012 (soit plus 10 %). En incluant les chômeurs ayant eu une petite activité, Pôle emploi dénombre 4,89 millions d'inscrits fin décembre 2013. À ce constat s'ajoute la cacophonie des membres du Gouvernement, certains y voyant une situation de stabilisation et rappelant les efforts du Gouvernement face à une crise que le chef de l'État lui-même a reconnu avoir sous-estimée, tandis que d'autres assument plus ouvertement l'échec de la politique menée jusqu'à ce jour. Cette confusion dans la communication gouvernementale n'est pas sans rappeler celle qui avait entouré l'annonce d'une baisse des impôts dès 2015. Devant l'augmentation du nombre de chômeurs et le pessimisme grandissant que confirment les enquêtes d'opinion successives, et ce malgré les annonces relatives au pacte de responsabilité, il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositifs concrets que le Gouvernement compte mettre en place pour que l'année 2014 soit une année de bataille menée avec efficacité contre la montée du chômage.

Texte de la réponse

La reprise économique demeure fragile au premier semestre 2014, conformément aux prévisions de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). La situation du marché du travail à la fin du premier trimestre 2014 confirme cependant le ralentissement de la progression de demandeurs d'emploi depuis le second semestre 2013. La lutte contre le chômage des moins de 25 ans, priorité de la politique gouvernementale depuis deux ans, continue de produire des résultats : baisse de 0,8 % du nombre de jeunes demandeurs d'emploi en mars qui atteint ainsi son plus bas niveau depuis octobre 2012. La situation des seniors (cinquante ans et plus) continue en revanche de se dégrader, avec une croissance du nombre de demandeurs d'emploi de plus 7 300 en mars 2014. Ce constat rend nécessaire les évolutions dans les comportements et doit être au coeur, au même titre que l'emploi des jeunes, des négociations qui vont s'engager dans les branches dans le cadre de la mise en oeuvre du pacte de responsabilité et de solidarité. Pour accompagner la reconstruction du tissu de l'emploi, le déploiement des contrats aidés se poursuivra pour faciliter l'insertion des personnes ayant le plus de difficultés à intégrer le marché du travail ou à s'y maintenir. À cet égard, 80 000 contrats aidés dans le secteur marchand seront ciblés sur les chômeurs de longue durée et les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, tel qu'annoncé lors de la grande conférence sociale des 7 et 8 juillet 2014. Le pacte de responsabilité et de solidarité amplifiera ce mouvement en favorisant les embauches, à la suite du secteur de la chimie qui prévoit 47 000 recrutements entre 2015 et 2017 et suite au pacte, les branches professionnelles doivent s'en saisir, en ouvrant des négociations sur les engagements pour l'emploi, notamment

pour l'emploi des jeunes et des seniors, en lien avec les négociations sur le contrat de génération et sur la formation professionnelle. A l'occasion de la grande conférence sociale, le Président de la République a mis l'accent sur l'alternance, notamment l'apprentissage. La mobilisation de tous les partenaires (régions, Etat, partenaires sociaux) se fera dès la rentrée autour du Président de la République.

Données clés

Auteur : [M. Éric Woerth](#)

Circonscription : Oise (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 48575

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 février 2014](#), page 966

Réponse publiée au JO le : [16 septembre 2014](#), page 7886